

Déclaration liminaire des représentants de Solidaires Finances Publiques au Comité Technique Local du 6 avril 2016

Monsieur le Président,

La journée de mobilisation du 31 mars était une journée de grève et de manifestations sur l'ensemble du territoire qui a vu un certain nombre de cortèges de jeunes, de salariés et de fonctionnaires.

Si les revendications pouvaient être considérées comme hors contexte DGFIP, les attaques contre le code du travail s'inscrivent pleinement dans un cadre de remise en cause de notre modèle social.

Dans un premier temps, il s'agit bien de remettre en cause les droits et garanties du salarié du privé pour dans un second temps s'attaquer au statut de la Fonction publique.

Les agents de la DGFIP l'ont bien compris puisqu'ils étaient plus d'un sur cinq en grève le 31 mars.

Solidaires Finances Publiques s'est inscrit dans cette journée de grève pour s'opposer à la régression sociale bien engagée dans notre pays, car c'est bien l'échec des politiques d'austérité qui est en cause.

La DGFIP n'est pas épargnée avec 35 000 emplois supprimés depuis 2002, des fermetures de services, des concentrations de missions, des restructurations en tous genres, un pouvoir d'achat en berne et la dégradation continue des conditions de vie au travail.

Vous allez encore appliquer en 2017, comme en 2016, cette politique à la DGFIP de l'Yonne en présentant aujourd'hui en Comité Technique Local (CTL) les projets de restructuration du réseau et d'évolution de la cartographie des RAN.

Aucun service ne sera épargné par les restructurations, l'ensemble des agents des services supprimés, transférés ou absorbant des missions sera concerné. En effet, les agents vont soit perdre leur poste et exercer un autre métier, soit suivre leur mission loin de chez eux, soit voir leur charge de travail augmenter, quand ce n'est pas leur affectation sur la RAN/mission-structure qui va changer.

Nous constatons bien la tendance lourde d'industrialisation des services, imposant sans discussion des organisations de travail dégradées et laissant peu de place à l'autonomie des agents et au sens qu'ils cherchent désespérément au travail qui leur est demandé.

Nous condamnons cette volonté effrénée de construire une DGFIP virtuelle avec l'abandon des services de proximité, la départementalisation des missions, le tout avec un rythme qui ne cesse de s'accélérer.

Solidaires Finances Publiques ne peut se contenter des fiches « d'opérations » transmises, où ne figurent que l'effectif théorique implanté au 1er janvier 2016 et le nombre de dossiers gérés... sans aucune précision sur les effectifs après restructuration, le devenir des chefs de service, ou l'impact sur les conditions de travail des postes absorbant des missions. Les projets de fermeture et transfert des SIE d'Avallon, Joigny et Tonnerre au 1er janvier 2017 nous interpellent: comment seront pourvus les postes transférés si les agents des sites exercent leur priorité pour rester sur leur résidence

d'affectation? Quelles missions seront attribuées aux agents restant sur les sites ? Comment les trésoreries d'Avallon et Sens seront-elles en mesure d'absorber les missions des trésoreries de l'Isle-sur-Serein et Chéroy, sachant que celles-ci ferment en raison, notamment, de leur effectif insuffisant au regard des charges de travail? Comme lors des fermetures et transferts de missions précédentes, les questions essentielles pour les services absorbant des charges sont: combien d'emplois effectivement transférés pour quelle charge de travail ?

Ces mêmes questions se posent encore, à la lecture du projet de protocole de mise en place du PCRП que vous présentez lors de ce CTL, alors que celle-ci a déjà été actée et les emplois transférés...

Monsieur le Président, nous attendons que vous nous apportiez des réponses concrètes lors de ce CTL et non différées à une date ultérieure faute de visibilité.

Pour Solidaires Finances Publiques, la problématique est toujours la même : les missions sont réalisées avec moins d'agents, regroupés au même endroit pour soi-disant une meilleure efficacité et un meilleur service rendu à l'usager.

Afin de pouvoir continuer à essayer d'équilibrer le budget de la DDFIP, diminuer nos dépenses de fonctionnement et ne pas être en cessation de paiement, il vous faut continuer à restructurer certains services et à supprimer des trésoreries.

Au final ce sont l'usager et l'agent les perdants de la proximité.

Et l'agent aura encore plus à perdre avec un éventuel réaménagement de la cartographie des RAN, cartographie que vous présentez aujourd'hui. Seul un recrutement à la hauteur des postes vacants pourrait permettre de combler les déficits sur certaines RAN, c'est la revendication récurrente de Solidaires Finances Publiques.

Vous avez ajouté à l'ordre du jour à notre demande un point sur la campagne IR 2015 et celle à venir. Les nombreux documents transmis font état d'un flux de réception toujours important malgré la dématérialisation et le développement des échanges par internet. Les nouvelles modalités d'obtention de la prime d'activité cette année risquent de conforter ces chiffres de réception. Pour Solidaires Finances Publiques, le consentement à l'impôt est d'autant plus élevé qu'il est clairement expliqué, et pour ce faire, il nécessite des moyens humains importants disposant du temps nécessaire à consacrer aux usagers, quel que soit leur mode de communication avec notre administration.

Les représentants de Solidaires Finances Publiques au comité technique local